

Vers une refondation du projet européen.



Article rédigé par *Mylan Douthe*, le 28 septembre 2016

[Source : Les 4 vérités]

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne appelle à une refondation du projet européen.

Candidat à la primaire de la droite et du centre des 20 et 27 novembre prochains, l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon, a déclaré à ce sujet à l'European-American Press Club, voici quelques semaines, que, selon lui : « L'Europe doit se concentrer sur les priorités stratégiques » et, notamment, sur « une politique des frontières ».

En effet, il va falloir statuer sur l'épineuse question des frontières.

Le bon sens voudrait évidemment que le périmètre de l'Union européenne n'aille pas au-delà des frontières géographiques et géopolitiques de l'Europe continentale.

En conséquence de quoi, bien sûr, des perspectives d'adhésion devraient demeurer pour des pays tels que l'Albanie, la Serbie ou encore la Norvège, par exemple.

Il va de soi, néanmoins, que, si les péninsules d'Europe du Sud, notamment les Balkans, les régions situées dans le nord de l'Europe (et notamment la Scandinavie), ou encore les pays d'Europe centrale doivent, un jour, rejoindre l'Union européenne, cela ne devra pas se faire à la va-vite, mais de façon organisée.

C'est particulièrement vrai pour l'Albanie : il appartiendra à l'Union européenne de prendre garde à l'apparition antérieure d'un authentique État de droit, dans lequel les organisations de type mafieux, ainsi que les bandes criminelles urbaines, n'auront plus leurs places.

Il ne faudra en aucun cas faire comme on le fait actuellement avec la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan, c'est-à-dire ouvrir des chapitres de négociations en présumant du succès des réformes.

Au contraire, il ne faudra entreprendre lesdites négociations d'adhésion que lorsque les réformes auront été véritablement mises en œuvre et auront obtenu des résultats concrets et durables. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs, dit le proverbe...

En effet, ce ne sont pas moins de 5 milliards d'euros qui ont été généreusement versés ces dernières années à Ankara pour « l'aider » à concrétiser les réformes réclamées par les eurocrates – et ce, sans véritable contrôle.

Tout est fait pour faire rentrer la Turquie dans l'Union européenne.

Je crois que c'est une erreur, et que les négociations d'adhésion devraient cesser.

La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne, notamment parce qu'elle ne se situe pas en Europe, mais en Asie mineure.

En revanche, nous avons effectivement des liens culturels, historiques, et économiques avec elle. Ces liens doivent nous permettre d'offrir à la Turquie une relation spécifique avec l'Union européenne. Voilà pourquoi je serais plutôt favorable à la mise en place d'un partenariat privilégié avec ce pays.

L'enjeu de ce partenariat privilégié serait de tendre vers ce qui a toujours été l'un des objectifs majeurs de

l'Union européenne (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les peuples ont adhéré à l'idée de la construction européenne au siècle dernier), à savoir la recherche du développement.

Nouer ce type de partenariats est le seul et unique moyen de contrecarrer les ambitions de domination mondiale des États-Unis !